

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . . . .	79 fr.	40 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
Etranger } Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	4 fr.
Minimum . . . . .	20 fr.
La page . . . . .	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum . . . . .	20 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1924

- 7 février — Loi relative aux témoins des actes de naissance et de décès . . . . . 388
- 21 mars — Décret rendant applicable aux colonies, autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion ainsi qu'aux pays de protectorat dépendant du ministère des colonies, la loi du 7 février 1924 relative aux témoins des actes de naissance et de décès. (Arrêté de promulgation N° 389 Cab. du 28 juillet 1944) . . . . . 388

1943

- 30 mars — Décret N° 869 du président du Comité national intervenu à Londres, remplaçant par de nouvelles dispositions l'article 5 du décret du 6 août 1921, portant organisation générale du personnel des trésoreries coloniales. (Arrêté de promulgation N° 404 Cab. du 3 août 1944) . . . . . 389

1944

- 17 janvier — Ordonnance relative aux procédures pénales demeurrées indécises du fait de l'interruption des communications avec la Métropole . . . . . 389
- 27 mai — Décret rendant applicable dans les territoires relevant du Commissariat aux colonies, autres que les Antilles et la Réunion, l'ordonnance du 17 janvier 1944, relative aux procédures pénales demeurrées indécises du fait de l'interruption des communications avec la Métropole. (Arrêté de promulgation N° 390 Cab. du 28 juillet 1944) . . . . . 399
- 27 mai — Ordonnance relative à la réglementation du régime des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, dépendant du Commissariat aux colonies. (Arrêté de promulgation N° 405 Cab. du 3 août 1944) . . . . . 390
- 14 juin — Décret portant modification au statut de la magistrature coloniale. (Arrêté de promulgation N° 391 Cab. du 28 juillet 1944) . . . . . 390

- 16 juin — Décret modifiant l'alinéa 2 de l'article 128 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies (cautionnement des receveurs municipaux). (Arrêté de promulgation N° 406 Cab. du 3 août 1944) . . . . . 390
- 22 juin — Décret constatant la nullité de l'acte dit « décret du 29 août 1942 » portant réorganisation du cadre général des ports et rades des colonies. (Arrêté de promulgation N° 407 Cab. du 3 août 1944) . . . . . 391
- 28 juillet — Arrêté intercommissarial relatif à la réquisition des avoirs en dollars des Etats-Unis en compte. (Arrêté de promulgation N° 426 Cab. du 15 août 1944) . . . . . 391

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

- 22 juillet — N° 2049 TP. — Arrêté général portant modifications à certains tarifs sur le réseau du Togo . . . . . 392
- 25 juillet — N° 2064/BLOC./AOF. — Arrêté général portant inscription sur une liste d'ennemis . . . . . 393
- 25 juillet — N° 2065/BLOC./AOF. — Arrêté général plaçant sous séquestre des biens ennemis ou sous contrôle de personnes inscrites sur les listes officielles d'ennemis . . . . . 393
- Additif à l'arrêté N° 487 du 14 février 1944, fixant la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérimaires du siège, dans le ressort de la cour d'Appel de l'A. O. F. et du Togo, pendant l'année 1944. . . . . 393

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944

- 26 juillet — N° 381 p. — Arrêté fixant les conditions et le programme du concours pour l'entrée dans le cadre local des commis des P. T. T. du Togo . . . . . 394
- 28 juillet — N° 392 AE./3 — Arrêté autorisant la vente des fils de laine et prescrivant la déclaration des stocks de certaines marchandises . . . . . 395
- 28 juillet — N° 393 AE. — Arrêté instituant une carte d'alimentation indigène dans la commune-mixte de Lomé . . . . . 396

29 juillet	— N° 397 SE. — Arrêté déclarant infecté de peste bovine le canton Kadjalla (Subdivision de Lama-Kara).	396
29 juillet	— N° 398 SE. — Arrêté déclarant infecté de peste bovine le canton d'Ataloté (Subdivision de Mango).	397
31 juillet	— N° 400 AE. — Arrêté fixant certaines conditions de vente en gros.	395
1er août	— N° 401 AE./3. — Arrêté portant fixation du prix de vente du pétrole, d'huiles et de graisses à moteur.	397
1er août	— N° 402 F. — Arrêté créant la station de repos de Misahohé et en réglementant le fonctionnement.	397
4 août	— N° 336 E. — Décision modifiant la décision N° 63 E. du 8 février 1944 fixant les dates des vacances pour l'année scolaire 1944.	398
5 août	— N° 408/AE./3. — Arrêté réglementant la consommation du lait de conserve.	398
5 août	— N° 410 ss. — Arrêté portant retrait des autorisations d'ouverture des dépôts de médicaments.	398
5 août	— N° 411 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat des amandes et beurre de karité — campagne 1944.	399
7 août	— N° 413 P. — Arrêté modifiant l'article 3 de l'arrêté N° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes à l'exception du personnel des travaux publics et des chemins de fer du Togo.	399
Additif à la décision	N° 604 TP. du 20 septembre 1943 fixant la liste des véhicules exempts de réquisition.	400
Additif aux arrêtés	Nos 261 D. du 19 mai 1944, 291 D. et 292 D. du 3 juin 1944 relatifs aux taxes de magasinage des marchandises constituées en dépôt dans le magasin des douanes, et au tarif fiscal d'entrée.	400
Personnel		400
Divers		405

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis de concours (Commis des P. T. T.)	407
Côte Française des Somalis. (Arrêté N° 259)	407
Avis au commerce relatif à l'exportation des peaux de chèvres et moutons	409
Domaines	409

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Etat civil

##### Actes de naissance et de décès

N° 389 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

28 juillet 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 21 mars 1924 rendant applicable aux colonies, autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion ainsi qu'aux pays de protectorat dépendant du Ministère des colonies, la loi du 7 février 1924 relative aux témoins des actes de naissance et de décès.

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu l'article 16 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1er décembre 1858;

Vu la loi du 7 février 1924 relative aux témoins des actes de naissance et de décès;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La loi susvisée du 7 février 1924 est rendue applicable aux colonies, autres que la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, ainsi qu'aux pays de protectorat dépendant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 mars 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le ministre des Colonies,*

A. SARRAUT.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Maurice COLRAT.

#### LOI du 7 février 1924.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit;

#### PREMIERE PARTIE

##### Actes de naissance

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa de l'article 56 du code civil est ainsi modifié :

« L'acte de naissance sera rédigé immédiatement ».

ART. 2. — Le premier alinéa de l'article 57 du code civil est ainsi modifié :

« L'acte de naissance énoncera le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe de l'enfant et les prénoms qui lui seront donnés, les prénoms, noms, âges, professions et domiciles des père et mère et, s'il y a lieu, ceux du déclarant. Si les père et mère de l'enfant naturel, ou l'un d'eux, ne sont pas désignés à l'officier de l'état civil, il ne sera fait sur les registres aucune mention à ce sujet ».

ART. 3. — Le premier alinéa de l'article 59 du code civil est ainsi modifié :

« En cas de naissance pendant un voyage maritime, il en sera dressé acte dans les trois jours de l'accouchement, sur la déclaration du père, s'il est à bord ».

#### II<sup>e</sup> PARTIE

##### Acte de décès

ART. 4. — L'article 78 du code civil est ainsi modifié :

« L'acte de décès sera dressé par l'officier de l'état civil de la commune où le décès a eu lieu, sur la déclaration d'un parent du défunt ou sur celle d'une personne possédant sur son état civil les renseignements les plus exacts et les plus complets qu'il sera possible ».

ART. 5. — L'article 79 du code civil est ainsi modifié :

« L'acte de décès énoncera :

« 1<sup>o</sup> — Le jour, l'heure et le lieu du décès ;

« 2<sup>o</sup> — Les prénoms, nom, date et lieu de naissance, profession et domicile de la personne décédée ;

« 3<sup>o</sup> — Les prénoms, noms, professions et domiciles de ses père et mère ;

« 4<sup>o</sup> — Les prénoms et nom de l'autre époux, si la personne décédée était mariée, veuve ou divorcée ;

« 5<sup>o</sup> — Les prénoms, nom, âge, profession et domicile du déclarant et, s'il y a lieu, son degré de parenté avec la personne décédée.

« Le tout, autant qu'on pourra le savoir ».

ART. 6. — Le premier alinéa de l'article 86 du code civil est ainsi modifié :

« En cas de décès pendant un voyage maritime et dans les circonstances prévues à l'article 59, il en sera, dans les vingt-quatre heures, dressé acte par les officiers instrumentaires désignés en cet article et dans les formes qui y sont prescrites ».

ART. 7. — La présente loi est applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 7 février 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
Maurice COLRAT.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Maurice MAUNOURY.

*Le ministre de la marine,*  
RAIBERTI.

*Le ministre des Colonies,*  
A. SARRAUT.

#### Trésoreries coloniales

N° 404 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 août 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 869 du Président du Comité National intervenu à Londres le 30 mars 1943 remplaçant par de nouvelles dispositions l'article 5 du décret du 6 août 1921, portant organisation générale du personnel des trésoreries coloniales.

LE GÉNÉRAL DE GAULLE, CHEF DE LA FRANCE COMBATTANTE, PRÉSIDENT DU COMITÉ NATIONAL,

Sur la proposition du commissaire national aux finances et du commissaire national aux colonies ;

Vu l'ordonnance du 24 septembre 1941, portant organisation des pouvoirs publics de la France Combattante ;

Vu le décret du 6 août 1921 et les actes modificatifs subséquents, portant organisation du personnel des trésoreries coloniales ;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 du décret du 6 août 1921, portant organisation du personnel des trésoreries coloniales, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 5. — Les nominations au grade de payeur, et aux classes dans le grade, sont prononcées par le ministre des finances, après avis du ministre des colonies ».

ART. 2. — Le commissaire national aux finances et le commissaire national aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *journal officiel* de la France Combattante.

Londres, le 30 mars 1943.

C. DE GAULLE.

Par le Président du Comité national :

*Le commissaire national aux finances,*

A. DIETHELM.

*Le commissaire national aux colonies,*

R. PLEVEN.

*Décret du 6 août 1921 promulgué en A. O. F. le 18 octobre 1921 — J. O. A. O. F. 1921, page 763.*

#### Procédures pénales

N° 390 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

28 juillet 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 27 mai 1944 rendant applicable dans les territoires relevant du Commissariat aux Colonies, autres que les Antilles et la Réunion, l'ordonnance du 17 janvier 1944, relative aux procédures pénales demeurées indécises du fait de l'interruption des communications avec la Métropole.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'ordonnance du 17 janvier 1944, relative aux procédures pénales demeurées indécises du fait de l'interruption des communications avec la métropole ;

Le Comité juridique entendu ;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue applicable dans les territoires relevant du Commissariat aux Colonies, autres que les Antilles et la Réunion, l'ordonnance du 17 janvier 1944, relative aux procédures pénales demeurées indécises du fait de l'interruption des communications avec la métropole.

ART. 2. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 27 mai 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Colonies,*

R. PLEVEN.

*ORDONNANCE du 17 janvier 1944.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire à la Justice ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Le Comité juridique entendu ;

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'une procédure criminelle ou correctionnelle soumise à la Cour de Cassation avant l'interruption des communications avec la métropole demeure, du fait de cette interruption, encore indécise, il est, toutes les fois que le Ministère

public ou la partie civile le requièrent, procédé, ainsi qu'il est dit au Livre deuxième, titre IV, chapitre VII du Code d'Instruction Criminelle.

ART. 2. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme Loi.

Alger, le 17 janvier 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire à la Justice,*  
François DE MENTHON.

#### Régime des prix

N° 405 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 août 1944. — Est promulguée dans le territoire du Togo l'ordonnance du 27 mai 1944 relative à la réglementation du régime des prix dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, dépendant du Commissariat aux Colonies.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets des 25 août 1937 et 25 avril 1938, tendant à réprimer toutes augmentations illégitimes des prix dans les colonies, pays de protectorat, territoires sous mandat dépendant du ministère des colonies, autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion;

Vu le décret du 5 novembre 1937, tendant à réprimer toutes augmentations illégitimes des prix dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion;

Vu l'ordonnance du 2 septembre 1943 relative aux modalités du rétablissement de la légalité républicaine à la Côte française des Somalis, spécialement en son article 7;

Vu l'ordonnance du 10 septembre 1943 relative à la réglementation du ravitaillement en A. O. F. et au Togo;

Vu l'ordonnance du 4 janvier 1944, relative aux modalités du rétablissement de la légalité républicaine à la Guyane, spécialement en son article 7;

Le Comité juridique entendu;

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dépendant du Commissariat aux Colonies, la réglementation sur le régime des prix est et demeure fixée par décret.

ART. 2. — Dans ceux des territoires ci-dessus désignés, où a reçu force d'ordonnance l'acte dit « loi du 14 mars 1942 » de l'autorité de fait se disant gouvernement de l'Etat français, codifiant le régime des prix aux colonies, cet acte et les textes subséquents reçoivent force de décrets.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance, spécialement celles des ordonnances susvisées du 2 septembre 1943, du 10 septembre 1943 et du 4 janvier 1944 en ce qu'elles ont attribué force d'ordonnance à l'acte dit « loi du 14 mars 1942 ».

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal Officiel* de la République Française et exécutée comme loi.

Alger, le 27 mai 1944.

DE GAULLE

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

#### Magistrature coloniale

N° 391 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

28 juillet 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 14 juin 1944 portant modification au statut de la magistrature coloniale.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire à la justice;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale, ensemble le décret du 11 octobre 1943 le modifiant pour la durée des hostilités;

Vu le décret du 3 juin 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 du décret du 11 octobre 1943 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 4. (nouveau). — Pendant la durée des hostilités et si les nécessités du service l'exigent, les magistrats jusqu'au 5<sup>e</sup> degré inclus peuvent être désignés pour servir dans un ressort quelconque, sans qu'il soit tenu compte de leur grade.

Ces désignations n'auront aucune répercussion sur le grade, l'ancienneté dans le grade, la solde et les titres à l'avancement.

ART. 2. — Il est ajouté un article 4 bis ainsi conçu :

Les chefs du service judiciaire pourront, par décision motivée, affecter les magistrats jusqu'au 5<sup>e</sup> degré inclus, à un poste quelconque du ressort, même inférieur à leur grade.

ART. 3. — Le commissaire aux colonies et le commissaire à la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 14 juin 1944.

Henri QUEUILLE.

Par le Gouvernement provisoire  
de la République française :

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

*Le Commissaire à la Justice,*  
François DE MENTHON.

#### Cautionnement des receveurs municipaux

N° 406 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 août 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 16 juin 1944 modifiant l'alinéa 2 de l'article 128 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies (cautionnement des receveurs municipaux).

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies et du commissaire aux finances;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 2 octobre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 7 juin 1943 modifié par les décrets des 4 septembre et 18 octobre 1943, portant création de commissariats du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 128, modifié par le décret du 28 août 1928;

Vu le décret du 3 juin 1944 relatif à l'exercice de la présidence du Gouvernement provisoire de la République française pendant l'absence du général de Gaulle;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 2 de l'article 128 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies est annulé et remplacé par les dispositions suivantes (texte nouveau) :

« Le cautionnement dont les receveurs municipaux spéciaux, nommés dans les colonies par application de l'article 156 de la loi municipale du 5 avril 1884, devront justifier, comme il est dit ci-dessus sera fixé, en application des dispositions de l'article 42 de la loi de finances du 26 janvier 1908, à quatre fois le produit de l'emploi jusqu'à 5.000 francs, à cinq fois la portion du traitement comprise entre 5.000 et 10.000 francs, et à six fois la portion du traitement qui dépasse 10.000 francs.

Le cautionnement en numéraire ou en rentes peut être remplacé par la garantie collective de l'association française du cautionnement mutuel ».

Le reste sans changement.

ART. 3. — Le commissaire aux colonies et le commissaire aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 16 juin 1944.

Henri QUEUILLE.

Par le Gouvernement provisoire  
de la République française :

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

*Le Commissaire aux Finances,*  
Pierre MENDES-FRANCE.

#### Cadre général des ports et rades des colonies

N° 407 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

3 août 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret du 22 juin 1944 constatant la nullité de l'acte dit « décret du 29 août 1942 » portant réorganisation du cadre général des ports et rades des colonies.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 18 mai 1930 portant organisation d'un cadre général des ports et rades des colonies;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure nul l'acte dit « décret du 29 août 1942 » portant création du cadre général des ports et rades des colonies.

Echappent toutefois à cette nullité les effets, résultant de l'application du dit acte entre la date de sa mise en vigueur et celle de l'application des décrets des 27 septembre 1943 et 29 janvier 1944, relatifs à la solde et aux accessoires de solde du personnel en service en A. O. F., au Togo, à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guyane.

ART. 2. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 22 juin 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire  
de la République française :

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

#### Avoirs en dollars des Etats-Unis

N° 426 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

15 août 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo l'arrêté intercommissarial du 28 juillet 1944 relatif à la réquisition des avoirs en dollars des Etats-Unis en compte.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

LE COMMISSAIRE AUX FINANCES, LE COMMISSAIRE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LE COMMISSAIRE AUX COLONIES;

Vu l'Ordonnance du 5 Octobre 1943 relative à la déclaration et au blocage des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères;

Vu l'Ordonnance du 2 Février 1944 transformant la Caisse Centrale de la France libre en Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer;

Vu l'Ordonnance du 1<sup>er</sup> Mai 1944 relative à la réquisition des avoirs en or et des avoirs à l'étranger ou en devises étrangères;

#### ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Il est procédé dans les conditions définies par les articles ci-dessous à la réquisition au profit du fonds de stabilisation des changes créé par l'Ordonnance du 2 Février 1944 des avoirs en dollars des Etats-Unis en compte.

ART. 2. — Les personnes physiques ayant la nationalité française ou la qualité de sujet ou de protégé français et ayant leur résidence habituelle dans un des territoires énumérés à l'article 8 ci-dessous et les personnes morales pour leurs établissements dans l'un des territoires énumérés au dit article 8 qui sont titulaires de comptes en dollars des Etats-Unis ouverts à leur nom soit aux Etats-Unis soit dans un autre pays étranger, doivent donner à leurs correspondants les ordres nécessaires pour que les disponibilités de ces comptes soient versées au compte ouvert aux Etats-Unis au nom de l'Office des Changes du territoire où ces personnes ont leur résidence ou leur établissement;

l'obligation résultant du présent article incombe, lorsque le titulaire du compte est absent ou empêché, à son fondé de pouvoirs.

ART. 3. — L'obligation prévue à l'article 2 doit être exécutée par les intéressés dans un délai de deux mois à dater de la publication du présent arrêté, les intéressés doivent libeller les ordres de virement au profit du compte aux Etats-Unis de l'Office des Changes sur des formulaires qui leur seront délivrés par l'Office des Changes; l'Office des Changes se chargera de la transmission des ordres aux Etats-Unis.

ART. 4. — Lorsque les personnes visées à l'article 2 sont des Etablissements de Banque, ceux-ci doivent donner ordre par télégramme à leurs correspondants aux Etats-Unis de faire le virement au compte aux Etats-Unis de l'Office des Changes avant l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la publication du présent arrêté.

ART. 5. — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux Etablissements de Banque l'ensemble de leurs avoirs en dollars des Etats-Unis en compte tels que définis à l'article 2 que ces avoirs leur appartiennent en propre ou qu'ils forment la contre-partie de compte en dollars des Etats-Unis ouverts sur leurs livres au nom de leur client, dans ce dernier cas chaque Etablissement de Banque intéressé est autorisé à convertir en comptes en francs les comptes dollars ouverts sur ses livres dans la mesure où la contre-partie en est représentée par des avoirs en dollars effectivement cédés à l'Office des Changes en application du présent arrêté.

ART. 6. — Au fur et à mesure que les Offices des Changes sont avisés par leur correspondant aux Etats-Unis de l'exécution effective des virements en leur faveur, ils font créditer des cédants de la contre-valeur en francs au cours officiel d'achat en vigueur au jour de la publication du présent arrêté, les Offices des Changes cèdent les dollars ainsi recueillis au fonds de la stabilisation des changes créé par l'Ordonnance du 2 Février 1944 susvisée.

ART. 7. — Les personnes physiques ou morales titulaires d'avoirs en dollars des Etats-Unis en compte qui en raison du faible montant de ces avoirs se sont trouvées dispensées de l'obligation de déclaration prévue par l'Ordonnance du 5 Octobre 1943 sont cependant tenues de céder ces avoirs à l'Office des Changes en application du présent arrêté.

ART. 8. — Le présent arrêté est immédiatement applicable à l'Algérie, à l'Afrique Occidentale Française, à l'Afrique Equatoriale Française, aux Territoires Africains sous mandat français, à Madagascar, à la Côte Française des Somalis, aux Etablissements Français de l'Inde et de l'Océanie, à la Guyane, à la Guadeloupe, à la Martinique, à la Réunion et à Saint-Pierre et Miquelon. Un arrêté ultérieur fixera la date de sa mise en application en Corse.

Alger, le 28 Juillet 1944.

Le Commissaire aux Finances p. i.,  
P. GIACCOBBI.

Le Commissaire aux Affaires étrangères,  
MASSIGLI.

Le Commissaire aux Colonies,  
R. PLEVEN.

## ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

### Chemin de Fer du Togo

#### Tarifs

ARRETE N° 2049 TP. du 22 juillet 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 18 Octobre 1904 réorganisant le Gouvernement Général de l'A. O. F. et tous actes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 4369/TP. du 31 Décembre 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement de la Direction Générale des Travaux Publics et l'Arrêté n° 173/TP. du 17 Janvier 1944 relatif à la Direction des Chemins de Fer et Transports de l'A. O. F.;

Vu l'arrêté Général n° 3926 du 2 Novembre 1942 approuvant l'arrêté n° 552 du 29 Septembre 1942 du Commissaire de la République au Togo étendant dans ce territoire la taxation en vigueur en A. O. F. et créant un fascicule 2 spécial au Réseau du Togo;

Vu l'arrêté général n° 3584/TP. du 8 Octobre 1943 portant majoration de ces tarifs;

Vu l'avis du Conseil des Transports;

Sur la proposition de l'Ingénieur Général, Directeur Général des Travaux Publics de l'A. O. F. et du Togo;

La Commission permanente du Conseil de Gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sur le réseau du Togo et dans les trains dits « *de marché* » la tolérance des bagages à mains prévue par l'article 14 du Recueil Général des Tarifs des Chemins de Fer de l'Afrique Occidentale Française, est portée à 40 kilogrammes.

ART. 2. — Les conditions d'application des tarifs spéciaux du fascicule spécial au Réseau du Togo sont complétées comme suit :

8° — *Groupage de produits d'exportation*. — L'expéditeur pourra grouper dans un même wagon des produits d'exportation de catégories différentes sous réserve que le destinataire et le lieu de destination soient les mêmes. La taxe sera calculée par addition des taxes des tarifs spéciaux applicables à chaque produit, la somme ainsi obtenue étant multipliée par la charge utile du wagon et divisée par le poids réel de l'expédition arrondie sur 100 kgs. par défaut.

ART. 3. — a) Le Tarif spécial P. V. 11 T. spécial au Réseau du Togo est modifié provisoirement comme suit en ce qui concerne le transport du cacao par wagon complet :

jusqu'à 120 kilomètres, 2 frs. 08 la tonne kilométrique;

de 121 à 200 kilomètres, 1 fr. 43 la tonne kilométrique;

de 201 à 300 kilomètres, 1 fr. 30 la tonne kilométrique.

b) Le prix de transport du cacao par wagon complet au départ d'Atakpamé à destination de Lomé est fixé à 200 frs. la tonne.

ART. 4. — Le tarif spécial P. V. 13 T. spécial au Réseau du Togo est modifié provisoirement comme suit en ce qui concerne le transport par wagon complet du kapok en balles pressées. L'application de ce tarif ferme exclut toute responsabilité du réseau pour incendie de la marchandise.

De Blitta à Lomé, 300 frs. la tonne sans autre changement quant aux conditions d'utilisation prévues au tarif spécial P. V. 13 T.



ART. 5. — Le tarif spécial P. V. 16 T. spécial au Réseau du Togo est modifié provisoirement en ce qui concerne les arachides décortiquées et les amandes de karité.

a) Arachides décortiquées expédiées par wagon complet de toutes gares de Blitta à Anié inclus à destination de Lomé, 250 frs. la tonne.

b) Amandes de karité expédiées par wagon complet de toutes gares de Blitta à Awagomé inclus à destination de Lomé, 230 frs. la tonne.

ART. 6. — Le présent arrêté aura son effet :

a) du 1<sup>er</sup> juillet 1944 en ce qui concerne les articles 1<sup>er</sup> et 2;

b) du 15 juillet 1944 en ce qui concerne les articles 3, 4 et 5, paragraphe b (amandes de karité);

c) du 1<sup>er</sup> octobre 1944 en ce qui concerne l'article 5 — paragraphe a) (arachides décortiquées).

ART. 7. — Le Directeur Général des Travaux Publics de l'A. O. F. et du Togo est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 22 juillet 1944.

P. COURNARIE.

#### Ennemis

ARRETE N° 2064/BLOC./AOF. du 25 juillet 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement Général de l'A. O. F. modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 1943 concernant la répression des rapports économiques avec l'ennemi et notamment l'article 3 de cette ordonnance;

Vu l'ordonnance du 15 octobre 1943 habilitant les chefs des administrations locales à exercer les pouvoirs définis à l'article 3 de l'ordonnance susvisée du 6 octobre 1943;

Vu l'arrêté n° 997 du 4 avril 1944 portant inscription sur une liste d'ennemis;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 997 du 4 avril 1944, portant inscription sur la liste d'ennemis prévue par l'article 3 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 est complété comme suit :

3<sup>a</sup> — Les « Etablissements Charles Roux » Société à responsabilité limitée au capital de 500.000 frs. siège social à Bordeaux (1, rue d'Enghien) et agence à Dakar) (10, rue des Essarts).

ART. 2. — Le présent arrêté applicable en A. O. F. et au Togo sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 25 juillet 1944.

P. COURNARIE.

ARRETE N° 2065 BLOC./AOF. du 25 juillet 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement Général de l'A. O. F. modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par le décret du 20 juillet 1937;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 1943 concernant la répression des rapports économiques avec l'ennemi et notamment l'article 3 de cette ordonnance;

Vu l'ordonnance du 15 octobre 1943 habilitant les chefs des administrations locales à exercer les pouvoirs définis à l'article 3 de l'ordonnance susvisée du 6 octobre 1943;

Vu l'arrêté du 4 avril 1944, portant inscription de personnes sur les listes officielles d'ennemis et les arrêts modificatifs subséquents;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont placés sous séquestre les biens des personnes physiques ou morales désignées ci-après :

N° d'ordre	Nom, prénoms, résidence	Nationalité	Biens placés sous séquestre	Administrateur séquestre
128	« Etablissements Charles Roux » (SRL, au capital de 500.000 frs.) Siège social : 1 rue d'Enghien Bordeaux (Gironde) agence 10 rue des Essarts Dakar (Sénégal).	Française	Tous les biens, droits et intérêts en A. O. F. et au Togo.	M. Courant (Roland) Inspecteur de l'Émigration (Dakar).

ART. 2. — Le présent arrêté applicable en A. O. F. et au Togo sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 25 juillet 1944.

P. COURNARIE.

#### Cour d'appel de l'A. O. F. et du Togo

ADDITIF à l'arrêté n° 487, du 14 février 1944, fixant la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérimaires du siège, dans le ressort de la Cour d'Appel de l'A. O. F. et du Togo, pendant l'année 1944 :

#### TERRITOIRE DU TOGO :

M. Déluz (Georges, Henri, Pierre), administrateur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe des colonies, licencié en droit.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

## Personnel

## Commis des P. T. T.

ARRETE N° 381 p. du 26 juillet 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des Travaux Publics, de la T. S. F., des Chemins de Fer et du Wharf et les textes modificatifs, notamment l'arrêté n° 305 du 1er juin 1938 portant modification aux conditions de recrutement du personnel des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu l'arrêté n° 567/p. du 26 octobre 1943 fixant les soldes du personnel indigène des cadres locaux indigènes du Togo;

Sur la proposition du chef du service des P. T. T.;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le concours d'entrée dans le cadre local des commis des P. T. T. a lieu à Lomé devant une commission composée ainsi qu'il suit :

## Président :

Un administrateur des colonies.

## Membres :

Le chef du service des P. T. T.,

Le chef du bureau du Personnel,

Un agent européen du personnel technique des P. T. T. ou à défaut, un fonctionnaire européen désigné par le Commissaire de la République,

Un commis principal du cadre local indigène des P. T. T.

ART. 2. — La date du concours ainsi que le nombre d'agents à recruter sont fixés par le Commissaire de la République trois mois au moins avant cette date et portés à la connaissance des candidats par voie d'affichage et d'insertion au *Journal Officiel* du Togo.

Les candidats adresseront leurs demandes au Commissaire de la République accompagnées des pièces réglementaires exigées des candidats aux emplois des cadres locaux indigènes du Togo, un mois avant la date fixée pour le concours.

ART. 3. — Les épreuves du concours sont fixées ainsi qu'il suit :

## A) Epreuves obligatoires :

1° — Dictée (servant en même temps d'épreuve d'écriture),

Orthographe — Coefficient 3

Ecriture — Coefficient 2

} Durée : 1 heure.

2° — Composition française portant sur un sujet de la vie courante — Coefficient 3 — Durée : 2 heures.

3° — Calcul (Epreuve consistant dans la résolution d'un problème d'arithmétique ou de système métrique et d'un problème de géométrie) — Coefficient 2 — Durée : 1 heure, 30.

4° — Géographie du Togo et de l'A. O. F. (Voies de communication par Chemin de Fer, lignes postales de navigation — Principales lignes télégraphiques) — Coefficient 2 — Durée : 1 heure.

5° — Dessin (Réproduction d'un état imprimé) Coefficient 1 — Durée : 1 heure.

## B) Epreuves facultatives :

1° — Connaissances professionnelles théoriques :

1 question sur le service postal

1 question sur le service télégraphique } Coefficient 3

1 question sur le service téléphonique } Durée 3 h.

2° — Connaissances pratiques :

3 questions — Coefficient 3 — Durée : 10 minutes.

Les épreuves sont cotées de 0 à 20.

Il est accordé aux surnuméraires auxiliaires, aux facteurs et surveillants des P. T. T. en service, une bonification de 2 points par année de service jusqu'à un maximum de 10 points pour l'ensemble des épreuves.

Pour les matières obligatoires, la note 5 est éliminatoire, la moyenne des points attribués ne peut être inférieure à 12.

Pour les matières facultatives, il n'est pas tenu compte des notes inférieures à 10, lorsque la note obtenue est supérieure à 10, le surplus seul entre en ligne de compte dans la détermination du nombre total des points.

ART. 4. — Le programme des épreuves obligatoires est celui de l'Ecole Primaire Supérieure.

Les épreuves facultatives porteront sur les questions suivantes :

1° — Connaissances professionnelles théoriques :

## a) Service postal :

Organisation.

Correspondance officielle.

Correspondance privée — Conditionnement des correspondances de toutes catégories — Tarifs et affranchissements — Chargements — Lettres et objets recommandés et valeurs déclarées — Dépôt, expédition et distribution.

Articles d'argent; mandats locaux et franco-coloniaux.

Chèques postaux.

Recouvrements et envois contre remboursement.

Caisse d'épargne — Premiers versements — Versements ultérieurs — Timbres épargnes — Remboursements : ordinaires ou par télégraphe.

## b) Service télégraphique :

Organisation.

Télégraphie officielle.

Télégraphie privée — Dépôt et rédaction des télégrammes — Compte des mots et perception des taxes.

Télégrammes mandats; dépôt, rédaction, transmission, réception, remise et paiement.

Télégrammes spéciaux, urgents, avec priorité, de presse, avec collationnement, etc. Remise des télégrammes.

Principe de toute communication télégraphique — Etude des éléments constitutifs (Piles Leclanche et Callaud) Notions sur l'entretien courant de ces deux piles — Manipulateur et récepteur Morse : description sommaire (électro-aimant, armature). Description du galvanomètre, des paratonnerres à pointe et à bobine, des commutateurs Bavarois et à manette, de la sonnerie à trembleur — Croquis d'installation d'une communication à l'aide de deux postes Morse.

## c) Service téléphonique :

Abonnements,

Conversations — Télégrammes et messages téléphonés — Avis d'appel.

Transferts — Cessions.



2<sup>e</sup> — *Connaissances professionnelles pratiques :*

Transmission d'un télégramme de vingt mots (Lettres et chiffres).

Réception sur bande d'un télégramme de vingt mots (Lettres et chiffres).

Réception au son d'un télégramme de vingt mots (Lettres et chiffres).

ART. 5. — Les sujets des épreuves sont choisis par le Commissaire de la République.

Ils sont transmis en temps utile au Président de la commission sous un pli cacheté qui n'est ouvert qu'au jour du concours en présence des candidats qui constatent l'intégrité des cachets.

ART. 6. — Les candidats doivent établir leurs compositions avec leurs moyens propres, sans le secours d'aucune documentation et sans aide d'aucune sorte. Toute contravention à ces dispositions entraîne l'exclusion immédiate du contrevenant.

ART. 7. — Le concours a lieu en trois séances. La première de 7 heures 30 à 12 heures est consacrée à la dictée, à la composition française et au calcul; la seconde de 15 heures à 17 heures à la géographie et au dessin; la troisième de 7 heures 30 à 10 heures 40 aux épreuves facultatives.

ART. 8. — Après les épreuves, la commission dresse procès-verbal de ses opérations et fait parvenir le dossier complet du concours ainsi que ses propositions au Commissaire de la République qui décide de la nomination à intervenir.

ART. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 juillet 1944.

J. NOUTARY.

**Marchandises d'importation**

ARRETE N° 392 AE/3 du 28 juillet 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté n° 354 AE/3 du 12 juillet 1944;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 354 AE/3 du 12 juillet 1944 est rapporté.

ART. 2. — La vente des fils de laine est à nouveau autorisée sur autorisation d'achat délivrée par le Bureau des Affaires Economiques.

ART. 3. — La vente des bassines galvanisées débarquées des vapeurs « Ouéd Fèz » et « Fauzon » et des tricots de peau est interdite. Les commerçants détenteurs de bassines galvanisées débarquées de ces vapeurs ainsi que de tricots de peau, devront adresser au Bureau Economique la déclaration de leurs stocks à la date du 25 juillet 1944. Ils devront préciser les

quantités qui leur ont été attribuées et justifier de leurs ventes en joignant à leurs déclarations les tickets correspondants de la carte des denrées diverses ou les autorisations d'achat.

ART. 4. — Toute infraction au présent arrêté et notamment toute fausse déclaration, sera passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des P. T. T. et en tous lieux publics.

Lomé, le 28 juillet 1944.

J. NOUTARY.

ARRETE N° 400 AE. du 31 juillet 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté général n° 1042 SEC/7 du 8 avril 1944 fixant les conditions de répartition des marchandises importées sous contrôle administratif et l'arrêté n° 326 AE. du 23 juin 1944;

Vu l'arrêté n° 285 AE. du 31 mai 1944 fixant les conditions de mise en vente et de circulation des marchandises d'importation;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu la lettre n° 156 du 3 juillet 1944 du Président de la Chambre de Commerce du Togo;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sur les quantités mensuellement débloquées pour la ville de Lomé de marchandises faisant l'objet de déblocages mensuels, les commerçants importateurs devront réserver un minimum de 50% pour la vente en gros et demi gros, ce pourcentage devant être réparti comme suit :

30% aux commerçants déjà installés avant guerre et pouvant justifier du paiement en 1939 d'une patente équivalente à celle de revendeur en boutique d'articles d'importation.

50% au représentant accrédité des commerçants Libano-Syriens de Lomé.

20% aux commerçants autres que ceux ci-dessus.

Les commerçants importateurs devront effectuer ces ventes dès réception des avis de déblocage établis par le Bureau Economique, et ils devront en aviser l'Administrateur-Maire de Lomé avant le 30 de chaque mois si possible.

De même le représentant accrédité des commerçants Libano-Syriens devra indiquer à l'Administrateur-Maire avant le 5 de chaque mois les bénéficiaires du pourcentage à eux attribué.

ART. 2. — Ailleurs qu'à Lomé les Commandants de Cercle et dans les Subdivisions non centrales, les Chefs de Subdivision, adresseront avant le 25 de chaque mois au Chef du Bureau Economique, la liste des commerçants détaillants, non déjà régulièrement ravitaillés par les maisons de commerce de Lomé et qu'ils désiraient voir approvisionner en marchandises.

Sur le vu de cette liste les commerçants importateurs seront invités par le Chef du Bureau Economique à opérer les ventes en gros jugées opportunes.

ART. 3. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et des P. T. T.

Lomé, le 31 juillet 1944.

J. NOUTARY.

#### Carte d'alimentation

ARRETE N° 393 AE. du 28 juillet 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et les textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté 285 AE. du 31 mai 1944 sur les conditions de mise en vente et de circulation des marchandises d'importation;

Vu l'avis du conseil des notables de Lomé en sa séance du 1er juillet 1944;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une carte d'alimentation indigène est instaurée à Lomé en faveur des habitants régulièrement recensés de la Commune Mixte de Lomé non titulaires de cartes d'alimentation pour Européens et assimilés.

ART. 2. — Un arrêté fixera chaque mois les marchandises auxquelles cette carte donnera droit.

Les maisons de commerce de Lomé ne pourront vendre au détail à Lomé les marchandises en question que dans les conditions suivantes :

1° — aux titulaires de cartes d'alimentation indigène pour les quantités prescrites, sur présentation des cartes dont les tickets correspondants devront être détachés et conservés par le vendeur.

2° — aux bénéficiaires de bons d'achat délivrés par le Maire à l'occasion de cérémonies familiales et coutumières ou pour services rendus ainsi qu'aux habitants des localités de la Subdivision de Lomé dépourvus de factoreries.

Toutefois, en aucun cas, les maisons de commerce ne devront vendre des articles non débloqués ni au delà des quantités mensuellement débloquées par le Bureau Economique.

ART. 3. — Les maisons de commerce de Lomé devront aviser l'Administrateur-Maire de leurs ventes en gros à Lomé à d'autres commerçants.

ART. 4. — Les commerçants intéressés devront adresser à l'Administrateur-Maire avant le 10 de chaque mois les justifications de leurs ventes de marchandises en question durant le mois écoulé soit : tickets de la carte d'alimentation indigène, autorisations d'achat du Maire, avis de transferts.

ART. 5. — Les présentes dispositions ne concernent pas les titulaires de cartes d'alimentation européens ou assimilés qui continuent à bénéficier de leur réglementation propre.

ART. 6. — Les infractions au présent arrêté et notamment : la vente de marchandises rationnées à des

non-titulaires de cartes, pour des quantités supérieures à celles fixées, la vente d'articles non débloqués, le dépassement des quantités débloquées par le Chef du Bureau Economique, seront passibles des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 7. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Cercles et des P. T. T.

Lomé, le 28 juillet 1944.

J. NOUTARY.

#### Peste bovine

ARRETE N° 397 SE. du 29 juillet 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté N° 199 du 3 avril 1943 organisant le Service de l'Elevage au Togo;

Vu l'arrêté N° 550 du 30 octobre 1934 réglementant la police sanitaire des animaux dans le Territoire du Togo;

Vu l'arrêté N° 425 du 26 juillet 1937 réglementant l'importation et l'exportation des animaux par voie de terre et réglementant la circulation du bétail au Togo;

Vu l'arrêté N° 327 A. P. A. du 23 juin 1944 portant fixation de certaines obligations des éleveurs en matières de police sanitaire des animaux;

Vu le T. O. N° 1 du 24 juillet 1944 du Vétérinaire auxiliaire, Chef de la Circonscription d'Elevage de Sokodé;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclaré infecté de peste bovine le territoire du canton de Kadjalla (Subdivision de Lama-Kara).

ART. 2. — La zone franche comprend les cantons Alloun — Niamtougou — Dfaté (Subdivision de Lama-Kara) — Kandé (Subdivision de Mango) — Nanghaon (Subdivision de Bassari).

ART. 3. — Aucun animal des espèces bovine, ovine, caprine et porcine provenant soit du territoire infecté, soit des territoires indemnes ne devra pénétrer dans cette zone franche.

ART. 4. — La vaccination des animaux de l'espèce bovine compris dans la zone infectée et dans la zone franche est obligatoire.

ART. 5. — Les mesures indiquées par les articles 13 et 14 de l'arrêté N° 550 du 30 octobre 1934 devront être strictement appliquées.

ART. 6. — Toute infraction à l'un des articles ci-dessus devra faire l'objet d'un procès-verbal.

ART. 7. — Le Commandant du Cercle de Mango — le Chef de la Subdivision de Lama-Kara, le Chef de la Subdivision de Bassari — le Vétérinaire auxiliaire, Chef du Secteur Vétérinaire de Sokodé, le Vétérinaire auxiliaire, Chef du Secteur de Mango, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 juillet 1944.

J. NOUTARY.

N° 398 SE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

29 juillet 1944. — Le territoire du canton d'Ataloté (Subdivision de Mango) est déclaré infecté de peste bovine.

La zone franche comprend le territoire du canton de Pessidé en dehors des territoires des cantons déjà mentionnés à l'article 2 de l'arrêté N° 397 SE. du 29 juillet 1944.

### Surveillance des prix

#### Carburants — Lubrifiants

ARRETE N° 401 AE/3 du 1<sup>er</sup> août 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu les arrêtés généraux des 30 août et 8 septembre 1943;

Vu l'avis de la Commission des prix;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix de vente à Lomé, taxe de transaction comprise, du pétrole et des lubrifiants ci-dessous :

#### Pétrole :

U. A. C. ET EYCHENNE

Prix de vente en gros :

	Frs.
Drum de 200 litres . . . . .	1.417,—
Drum de 36 litres . . . . .	317,—
Prix de vente au détail :	
Le litre . . . . .	7,45

#### Lubrifiants :

débarqués du « FORT LA TOUR » mai-juin 1944

Prix de gros :

U. A. C.

Huile « extra heavy » — le drum de 209 litres . . . . .	3.302,—
Huile Mobiloil « BB » — le drum de 18 litres 18 . . . . .	386,—
Huile Mobiloil « C » — le drum de 18 litres 18 . . . . .	375,—
Mobil Graisse n° 2 — le drum de 181 kilogrammes 400 . . . . .	3.761,—
Mobil Graisse n° 5 — le drum de 45,360 . . . . .	1.037,—

Cie F. A. O.

Motor-oil SAE-50, N° 7150 — la caisse de 18 litres 925 . . . . .	429,—
Motor-oil SAE-50, N° 7150 en drum le litre . . . . .	18,90
Auriga-oil n° 745 en drum — le litre . . . . .	11,10
G. 3 oil n° 509 en drum — le litre . . . . .	9,50
URSA-oil n° 573 en drum — le litre . . . . .	13,85
Gear-oil n° 566 en drum — le litre . . . . .	10,20

	Frs.
Thuban-Compound 140, n° 999 en drum — le kilo . . . . .	18,80
Thuban-Compound 140, n° 999 en drum — le litre . . . . .	17,25
Motor-Cup n° 915, le cart. de 45 kgrs. 300 . . . . .	945,—
Prix de détail :	
U. A. C.	
Huile « extra heavy » — le litre . . . . .	16,60
Mobiloil « BB » — le litre . . . . .	22,25
Mobiloil « C » — le litre . . . . .	21,65
Mobil Graisse n° 2 — le kilogramme . . . . .	21,80
Mobil Graisse n° 5 — le kilogramme . . . . .	24,—

Cie F. A. O.

Motor-oil SAE 50, N° 7150 — la caisse de 18 litres 925 . . . . .	438,—
Motor-oil SAE 50, N° 7150 — le litre . . . . .	19,90
Auriga-oil n° 745 — le litre . . . . .	11,65
G. 3 oil n° 509 — le litre . . . . .	10,—
URSA-oil n° 573 — le litre . . . . .	14,55
Gear-oil n° 566 — le litre . . . . .	10,70
Thuban-Compound 140, n° 999 le kilog. . . . .	19,75
Thuban-Compound 140, n° 999 — le litre . . . . .	18,15
Motor-Cup n° 915 — le kilogramme . . . . .	21,90

ART. 2. — Toute infraction aux présentes dispositions sera poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Circonscriptions administratives, des P. T. T. et en tous lieux publics.

Lomé, le 1<sup>er</sup> août 1944.

J. NOUTARY.

#### Station de repos de Misahohé

ARRETE N° 402 F. du 1<sup>er</sup> août 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et actes subséquents;

Vu le décret du 4 août 1942 sur les stations climatiques coloniales;

Vu l'arrêté N° 599/F. du 23 octobre 1942 portant règlement du régime des déplacements du personnel européen et assimilé au Togo;

Vu l'arrêté N° 70/F. du 31 janvier 1943 réglementant le fonctionnement de la station d'Alédjo, modifié par les arrêtés Nos 443/F. et 585/F. des 19 août et 6 novembre 1943 et N° 120 F. du 6 mars 1944;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé provisoirement, pendant la durée des hostilités, à Misahohé (Cercle du Centre — Subdivision de Klouto) une station de repos ouverte sans interruption toute l'année.

Cette station, réservée, en principe aux européens ayant leur domicile ou résidence fixe au Togo, pourra toutefois recevoir des européens domiciliés au Dahomey et au Niger sur la demande des Gouverneurs de ces colonies.

ART. 2. — Est rendu applicable à ladite station le règlement prévu pour la station de repos d'Alédjo par l'arrêté N° 120 F. en date du 6 mars 1944 (articles deux à neuf inclus « mutatis mutandis »).

ART. 3. — Le présent arrêté, applicable pour compter du 1<sup>er</sup> août 1944, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> août 1944.

J. NOUTARY.

#### Enseignement

DECISION N° 336 E. du 4 août 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1943 organisant l'enseignement privé au Togo;

Vu l'arrêté N° 83 du 5 février 1942 fixant les périodes des vacances dans les écoles du Territoire;

Vu la décision N° 63/E. du 8 février 1944 fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1944;

Vu l'avis du service de Santé;

Sur la proposition du chef du service de l'Enseignement;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe A, de la décision N° 63/E. du 8 février 1944 susvisée, est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne les écoles officielles et privées de Lomé :

#### Vacances du 2<sup>e</sup> trimestre

Du 4 Août inclus au 20 Août inclus.

Le reste sans changement.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 4 Août 1944.

J. NOUTARY.

#### Lait

ARRETE N° 408 AE./3 du 5 août 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 16 avril 1924;

Vu la loi du 14 mars 1942;

Vu l'arrêté général n° 2774 SE. du 7 août 1942;

Vu les arrêtés nos 459 AE. du 24 août 1943 et 351 AE./3 du 10 juillet 1944;

Vu la circulaire n° 379 SE./C 5 du 24 juin 1944 du Gouverneur Général de l'A. O. F., Haut-Commissaire au Togo, et les stocks de lait de conserve existant au Territoire;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 351 AE./3 du 10 juillet 1944 et les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté 459 AE. du 24 août 1943 sont abrogés.

ART. 2. — La vente du lait de conserve concentré sucré, concentré non sucré et en poudre ne pourra être désormais effectuée que sur bons d'achat délivrés par le Bureau Economique sur certificat médical.

Les cartes de lait sont supprimées et le fait de délivrer du lait de conserve sur tickets de la carte de lait constitue infraction à la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Les commerçants détenteurs de lait de conserve devront adresser dans les 48 heures la déclaration de stock au Bureau Economique en précisant, par catégorie de lait, le poids et le nombre de boîtes. Ces déclarations devront être appuyées des tickets de carte de lait et des autorisations d'achat servis depuis le début du mois d'août.

ART. 4. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux de Postes et Subdivisions et tous autres lieux publics.

Lomé, le 5 août 1944.

J. NOUTARY.

#### Dépôts de médicaments

ARRETE N° 410 s/s. du 5 août 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 4 mai 1928 réglementant l'exercice de la pharmacie au Togo, ensemble l'arrêté n° 650 du 15 novembre 1928 portant application dudit décret;

Vu l'arrêté n° 118 du 26 février 1929 créant dans le Territoire du Togo un service d'inspection des pharmacies;

Sur la proposition du Directeur local de la Santé Publique, après avis de l'Inspecteur des pharmacies;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rapportées toutes les autorisations d'ouverture de dépôts de médicaments délivrées jusqu'à ce jour.

ART. 2. — Un état des stocks de médicaments existant dans les dépôts à la date de publication du présent arrêté sera adressé dans les plus brefs délais au Directeur local de la Santé Publique par leurs détenteurs.

ART. 3. — Des demandes d'ouverture de dépôts de médicaments pourront à nouveau être établies à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1944 dans les conditions prescrites par l'arrêté n° 650 du 15 novembre 1928.

ART. 4. — Le Secrétaire Général, le Directeur local de la Santé Publique, et les Administrateurs, Commandants de Cercle sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des P. T. T. et dans tous les lieux publics.

Lomé, le 5 Août 1944.

J. NOUTARY.

Karité

ARRETE N° 411 AE. du 5 août 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu les arrêtés généraux 1590 SEP. et 1300 SEP. des 7 juin et 5 mai 1944 fixant les valeurs FOB des amandes et beurre de karité, campagne 1944;

Vu la lettre 161 du 8 juillet 1944 du Président de la Chambre de Commerce du Togo;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le karité sera acheté en beurre dans le Cercle de Mango, en beurre et en amandes dans les Cercles de Sokodé et du Centre.

La campagne d'achat est ouverte le 15 août.

ART. 2. — Les prix aux producteurs des amandes de karité sont fixés comme suit :

LOCALITES	PRIX aux producteurs
	Frs.
Nuatja . . . . .	2.397
Localités entre Awagomé et Blita inclus	2.307
Bassari . . . . .	1.577
Guérin-Kouka . . . . .	1.287
Natchitiki . . . . .	1.247
Nawaré . . . . .	1.337
Bapuré . . . . .	1.287
Kabou . . . . .	1.467
Sokodé . . . . .	1.877
Tchébébé . . . . .	2.227
Djabatauré . . . . .	2.127
Ayengré . . . . .	2.092
Tchamba . . . . .	1.702
Cambolé . . . . .	1.487
Bafilo . . . . .	1.572
Alédjo . . . . .	1.682
Lama-Kara . . . . .	1.482
Aouandjello . . . . .	1.537
Sara Kaoua . . . . .	1.352
Aloum . . . . .	1.287
Niamtougou . . . . .	1.332
Siou . . . . .	1.287

Les prix dans les autres centres seront fixés par les Chefs de Circonscription compte tenu des frais de transport routiers calculés à raison de 5 francs la tonne kilométrique.

Les prix à payer aux intermédiaires seront ceux aux producteurs majorés de 65 francs; cette majoration reviendra aux S. I. P. lorsque l'achat au producteur et l'ensachage seront effectués par les S. I. P.

ART. 3. — Les prix d'achat au producteur du beurre de karité brut sont fixés comme suit :

	Frs.
Nuatja . . . . .	9.032
Atakpamé . . . . .	8.932
Blita . . . . .	8.768
Sokodé . . . . .	8.089
Kandé . . . . .	6.924
Mango . . . . .	6.172
Barboissi . . . . .	5.935

	Frs.
Bogou . . . . .	5.840
Dapango . . . . .	5.605
Nadjondi . . . . .	5.372

Les prix dans les autres centres seront éventuellement fixés par les Chefs de Circonscription compte tenu des frais de transport routiers à raison de 7,90 la tonne kilométrique, ce tarif comportant le transport des fûts à la montée et la descente.

Les prix du beurre fondu et logé sont majorés de 1.264 frs. par tonne soit :

Frais de fonte et manutention . . . . .	120
Commission . . . . .	100
Déchets . . . . .	1.044
	1.264

Cette somme reviendra aux S. I. P. lorsque celles-ci achèteront le beurre au producteur et le revendront fondu et logé au commerce.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, au bureau des P. T. T., dans les bureaux des cercles et subdivisions et en tous autres lieux publics.

Lomé, le 5 Août 1944.

J. NOUTARY.

Cadres locaux indigènes

ARRETE N° 413 P. du 7 août 1944.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo à l'exception du personnel des Travaux Publics, des Chemins de Fer et du Wharf et les actes modificatifs subséquents;

Le Conseil d'administration entendu dans sa séance du 4 août 1944;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3. de l'arrêté local n° 161 du 24 mars 1934 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 3. (nouveau). — Nul ne peut être admis dans les cadres locaux indigènes du Togo s'il ne réunit les conditions suivantes :

1° — Être Français (citoyen, sujet ou administré);  
2° — Être âgé de 16 ans au moins et de 30 ans au plus. (Limite susceptible d'être portée jusqu'à 35 ans en tenant compte des services auxiliaires validables ou des services militaires);

3° — Les citoyens et les sujets français qui ont atteint ou dépassé l'âge de conscription devront avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'Armée;

4° — N'être pas ancien agent de l'Administration révoqué, licencié ou démissionnaire, sauf lorsque le licenciement a été prononcé pour nécessités budgétaires ou raisons de santé;

5° — Être au moins titulaire du Certificat de fin d'études primaires élémentaires.

Tout candidat doit produire à l'appui de sa demande un dossier comprenant :

1° — Extrait de l'acte de naissance légalisé ou toute autre pièce en tenant lieu ;

2° — Un certificat de bonnes vie et mœurs ;

3° — Un extrait du casier judiciaire ;

Ces deux dernières pièces doivent avoir moins de trois mois de date.

4° — Un état de services militaires ou un certificat du Commandant de Cercle du lieu de résidence indiquant la situation du candidat au point de vue militaire ;

5° — Le certificat de bonne conduite délivré par l'Autorité militaire pour les candidats ayant accompli leur service militaire ;

6° — Un certificat médical de visite et de contre-visite attestant qu'il est apte physiquement à l'emploi qu'il sollicite et qu'il n'est atteint d'aucune affection tuberculeuse ;

7° — Une copie certifiée conforme du Diplôme ou une attestation du Chef du Service de l'Enseignement intéressé en tenant lieu ;

8° — Une carte d'identité avec photographie.

Les agents citoyens ou sujets français entrés dans l'Administration avant d'avoir atteint l'âge de la conscription et qui sont appelés pour accomplir leur service militaire légal, l'interruption et la reprise de leurs services seront constatées par décision du Commissaire de la République. Il leur sera accordé un rappel d'ancienneté correspondant à la durée du service militaire légal accompli.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 août 1944.

J. NOUTARY.

#### **Véhicules automobiles**

*ADDITIF à la décision N° 604 TP, du 20 septembre 1943 fixant la liste des véhicules exempts de réquisition.*

5° Paragraphe — Véhicules des Missions (Ordre Public).

Ajouter : 1243 Citroën (O. T. 500) R. Père Kennis.  
Le reste sans changement.

#### **Douanes**

*ADDITIF aux arrêtés nos 261 D. du 19 mai 1944, 291 D. et 292 D. du 3 juin 1944 relatifs :*

*le 1<sup>er</sup> aux taxes de magasinage des marchandises constituées en dépôt dans le magasin des Douanes (J. O. Togo du 1<sup>er</sup> juin 1944 — page 279).*

*les deux derniers, au tarif fiscal d'entrée (J. O. Togo du 16 juin 1944 — pages 313 et 314).*

Après :

J. Noutary.

Ajouter :

*Approbation ministérielle notifiée par câblogramme n° 247 DGF/O. en date du 29 juillet 1944 du Gouverneur Général Haut-Commissaire.*

## **ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**

### **ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

#### **Promotion**

Par arrêté du Commissaire aux Colonies en date du 13 mai 1944, sont élevés à titre provisoire :

h) A la 1<sup>re</sup> classe de leur grade :

Les receveurs-contrôleurs ci-après :

1° — M. Serant Jean-Jacques, receveur-contrôleur de 2<sup>e</sup> classe en A. O. F., avec effet du 1<sup>er</sup> novembre 1941 ;

### **ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT**

#### **Promotions**

Par arrêtés du Gouverneur général de l'A. O. F. du 5 juillet 1944, sont promus pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1944, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, et conservent dans leur nouveau grade les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après indiqués :

#### **CADRES COMMUNS SECONDAIRES DE L'ASSISTANCE MÉDICALE INDIGÈNE**

#### **III — Cadre des sages-femmes auxiliaires**

*Au grade de sage-femme auxiliaire de 1<sup>re</sup> cl.*

M<sup>me</sup> Akouété Paule, 3<sup>e</sup> tour ancienneté, sage-femme auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

#### **Nominations**

N° 2129 DSP. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

29 juillet 1944. — Les élèves diplômés de l'Ecole de Médecine (Promotion 1944), dont les noms suivent, sont agréés dans le cadre commun secondaire de l'A. M. I. :

A) En qualité de Médecins auxiliaires de 3<sup>e</sup> classe stagiaires, et reçoivent les affectations suivantes :

M.M. Kpotsra Gerson, Togo ;

B) En qualité de Médecins auxiliaires de 3<sup>e</sup> classe, surnuméraires, et reçoivent les affectations suivantes :

M.M.

d'Almeida Julien, Togo ;

Le présent arrêté aura effet pour compter du jour de la prise de service ou de la mise en route des intéressés.



## ACTES DU POUVOIR LOCAL

## PERSONNEL EUROPEEN

## Tableau d'avancement

Par arrêté N° 382 p. du :

28 juillet 1944. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo pour le deuxième semestre 1944 :

## AGRICULTURE

*Pour le grade de Conducteur ppal. de 3<sup>e</sup> classe des Travaux Agricoles & Forestiers*

Horard Gustave, conducteur de 1<sup>re</sup> classe.

## POLICE

*Pour le grade d'Inspecteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*

Pauc Pierre, inspecteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe,

Kponton Sylvestre, inspecteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

## TRAVAUX PUBLICS

*Pour le grade de Comptable de 1<sup>re</sup> classe :*

Gbedey Robert, comptable de 2<sup>e</sup> classe.

## Promotions

Par arrêté N° 383 p. du :

28 juillet 1944. — Sont promus pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1944 dans le personnel des cadres locaux européens du Togo :

## AGRICULTURE

*Au grade de Conducteur ppal. de 3<sup>e</sup> cl. des T. A. & F. :*

Horard Gustave, conducteur de 1<sup>re</sup> classe, (conserve 6 mois 10 jours de R. S. M.).

## POLICE

*Au grade d'Inspecteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*

Pauc Pierre, inspecteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe, (conserve 1 mois 27 jours de R. S. M.).

Kponton Sylvestre, inspecteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

## TRAVAUX PUBLICS

*Au grade de Comptable de 1<sup>re</sup> classe :*

Gbedey Robert, comptable de 2<sup>e</sup> classe.

## PERSONNEL INDIGÈNE

## Tableau d'avancement

Par arrêté N° 384 p. du :

28 juillet 1944. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux indigènes du Togo pour le deuxième semestre 1944 :

## SERVICE DE SANTÉ

*Pour le grade d'aide-médecin de 1<sup>re</sup> classe :*

De Souza Patrice, aide-médecin de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe :*

Sand Eugène, aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 1<sup>re</sup> classe :*

Tigoué Joseph, infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe :*  
Gbeto Félix, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe :*

Gbikpi Samuel, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
Minasseh Blaise, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
Ahoyé Aqueréburu Léonard, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 3<sup>e</sup> classe :*

Adjangba Marc, infirmier de 4<sup>e</sup> classe,  
Ali Alassani, infirmier de 4<sup>e</sup> classe,  
Kangni Bernard, infirmier de 4<sup>e</sup> classe,  
Blanck Martine, infirmière de 4<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

*Pour le grade d'Instituteur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Kponton Hubert, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'Instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Blivi Jules, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade d'Instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*

Kouévi Justin, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe,  
Moreira Benoît, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe :*

Ayivi Abraham, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe,  
Kouévi François, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe,  
Akouété Jean, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'Instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe :*

Ananou David, instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de Moniteur de 3<sup>e</sup> classe :*

Kouadjovih Quam-Dessou Salomon, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DE L'AGRICULTURE

*Pour le grade de Moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

D'Almeida Michel, moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de Moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Kouégan Ambroise, moniteur auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe.

## COMMIS D'ADMINISTRATION

*Pour le grade de commis d'administration ppl. de 4<sup>e</sup> cl. :*

Da Ernestho Léopold, commis d'administration ppl de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl. :*

Johnson Nicolas, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe :*

Apété Martin, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Aboki Walter, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Adouvi Charles, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
Santos Paulin, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Tossoukpè. Albert, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe :*

Tsiklonou Gaston, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe :*

Lawson Wouly, commis d'administration de 8<sup>e</sup> cl.,  
Gbikpi Benoît, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe.

## INTERPRÈTES

*Pour le grade d'interprète principal de 2<sup>e</sup> classe :*

Chardey Francis, interprète principal de 3<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DES P. T. T.

*Pour le grade de commis principal de 2<sup>e</sup> classe :*  
Pereira Eusèbe, commis principal de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis de 5<sup>e</sup> classe :*  
Ako Augustin, commis de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis de 7<sup>e</sup> classe :*  
Agbessi Loco Gilbert, commis de 8<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de facteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*  
Brassier Paul, facteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe,  
Ékué-Akpa Ezéchiél, facteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant de 6<sup>e</sup> classe :*  
Kpodar Augustin, surveillant auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

## SERVICE RADIOÉLECTRIQUE

*Pour le grade de Commis Radio principal de 2<sup>e</sup> classe :*  
Ebanda Ernest, commis radio principal de 3<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

## MÉCANICIENS-CONDUCTEURS

*Pour le grade de mécanicien-conducteur ppl. de 4<sup>e</sup> cl. :*  
Yéo Boniface, mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe,  
Allen Andréas, mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe.

## OUVRIERS

*Pour le grade de maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*  
Koukpaki Julien, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe,  
Lassej Jacob, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*  
Kouévi Joseph, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*  
Kodjo Moïse, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.  
Kouassi Essé, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe

*Pour le grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*  
Améganvi Assakpo, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

## SURVEILLANTS DE ROUTES

*Pour le grade de surveillant de 3<sup>e</sup> classe :*  
Atsou Alex, surveillant de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant de 4<sup>e</sup> classe :*  
Condo Ouo Gafo, surveillant de 5<sup>e</sup> classe.

## RÉSEAU DES CHEMINS DE FER ET WHARF

*Pour le grade de Chef de Station de 2<sup>e</sup> classe :*  
Agbodjan Jacob, chef de station de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de Chef de Station de 3<sup>e</sup> classe :*  
Mathias Apouté Joseph, chef de station de 4<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de Facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe :*  
Byll Emmanuel, facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de Téléphoniste de 1<sup>re</sup> classe :*  
Epaminondas Hippolyte, téléphoniste de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de Maître-ouvrier principal de 1<sup>re</sup> classe :*  
Adékambi Michel, maître-ouvrier principal de 2<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*

Akakpovi Louis, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe,  
Amadhou Joseph, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*  
Afangbom Emmanuel, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*  
Kpoklo Codjovi, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'Homme d'équipe de 1<sup>re</sup> classe :*  
Agboly Otto, homme d'équipe de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de Premier Maître Canotier :*  
Tossou Kossahoun, second maître canotier.

## Promotions

Par arrêté N° 385 p. du :

28 juillet 1944. — Sont promus pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1944 dans le personnel des cadres locaux indigènes du Togo :

## SERVICE DE SANTÉ

*Au grade d'aide-médecin de 1<sup>re</sup> classe :*  
De Souza Patrice, aide-médecin de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe :*  
Sand Eugène, aide-médecin de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 1<sup>re</sup> classe :*  
Tigoué Joseph, infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe :*  
Obéto Félix, infirmier de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe :*  
Gbikpi Samuel, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
Minasseh Blaise, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
Ahoyé Aquéréburu Léonard, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 3<sup>e</sup> classe :*  
Adjamgba Marc, infirmier de 4<sup>e</sup> classe,  
Ali Alassani, infirmier de 4<sup>e</sup> classe,  
Kangni Bernard, infirmier de 4<sup>e</sup> classe,  
Blanck Martine, infirmière de 4<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT

*Au grade d'instituteur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe :*  
Kponton Hubert, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe :*  
Blivi Jules, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*  
Kouévi Justin, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe,  
Moreira Benoît, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe :*  
Ayivi Abraham, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe,  
Kouévi François, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe,  
Akouété Jean, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe :*  
Ananou David, instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 3<sup>e</sup> classe :*  
Kouadjovich Quam-Dessou Salomon, moniteur de 4<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DE L'AGRICULTURE

*Au grade de moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

D'Almeida Michel, moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Kouégan Ambroise, moniteur auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe.

## COMMIS D'ADMINISTRATION

*Au grade de commis d'administration ppl de 4<sup>e</sup> cl. :*

Da Ernestho Léopold, commis d'administration ppl de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe :*

Johnson Nicolas, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe :*

Apété Martin, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Aboki Walter, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Adouvi Charles, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
Santos Paulin, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Tossoukpé Albert, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe :*

Tsikplonou Gaston, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe :*

Lawson Wouly, commis d'administration de 8<sup>e</sup> cl.,  
Gbikpi Benoît, commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe.

## INTERPRÈTES

*Au grade d'interprète principal de 2<sup>e</sup> classe :*

Chardey Francis, interprète principal de 3<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DES P. T. T.

*Au grade de commis principal de 2<sup>e</sup> classe :*

Pereira Eusèbe, commis principal de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 5<sup>e</sup> classe :*

Ako Augustin, commis de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 7<sup>e</sup> classe :*

Agbessi Loco Gilbert, commis de 8<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Brassier Paul, facteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe,  
Ekué-Akpa Ezéchiél, facteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant de 6<sup>e</sup> classe :*

Kpodar Augustin, surveillant auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe.

## SERVICE RADIOÉLECTRIQUE

*Au grade de commis radio principal de 2<sup>e</sup> classe :*

Ebanda Ernest, commis-radio principal de 3<sup>e</sup> classe.

## SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

## MÉCANICIENS-CONDUCTEURS

*Au grade de mécanicien-conducteur principal de 4<sup>e</sup> cl. :*

Yéo Boniface, mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe,  
Allen Andréas, mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe.

## OUVRIERS

*Au grade de maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe :*

Koukpaki Julien, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe,  
Lassey Jacob, maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*

Kouévi Joseph, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*

Kodjo Moïse, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe, (conserve 1 an 6 mois de R. S. M.).

Kouassi Essé, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*

Améganvi Assakpo, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

## SURVEILLANTS DE ROUTES

*Au grade de surveillant de 3<sup>e</sup> classe :*

Atsou Alex, surveillant de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant de 4<sup>e</sup> classe :*

Condo Ouou Gafu, surveillant de 5<sup>e</sup> classe.

## RÉSEAU DES CHEMINS DE FER ET WHARF

*Au grade de chef de station de 2<sup>e</sup> classe :*

Agbodjan Jacob, chef de station de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de station de 3<sup>e</sup> classe :*

Mathias Apouté Joseph, chef de station de 4<sup>e</sup> cl.

*Au grade de facteur-enregistreur de 1<sup>re</sup> classe :*

Byll Emmanuel, facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de téléphoniste de 1<sup>re</sup> classe :*

Epaminondas Hippolyte, téléphoniste de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier principal de 1<sup>re</sup> classe :*

Adékambi Michel, maître-ouvrier principal de 2<sup>e</sup> cl.

*Au grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*

Akakpovi Louis, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe,  
Amadhou Joseph, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*

Afangbom Emmanuel, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe, (conserve 2 ans, 7 mois, 19 jours de R. S. M.).

*Au grade d'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*

Kpoklo Cadjovi, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'homme d'équipe de 1<sup>re</sup> classe :*

Agboly Otto, homme d'équipe de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de premier maître canotier :*

Tossou Kossahoun, second maître canotier.

## Stage

Par arrêté N° 395 P. du :

29 juillet 1944. — L'institutrice stagiaire du cadre commun secondaire de l'A. O. F. Lawson Frida, précédemment en service à l'école régionale de Palimé, est soumise à une nouvelle année de stage à compter du 25 février 1944.

**Affectations — Mutations**

Par décision N° 322 p. du :

26 juillet 1944. — L'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe Adanbou-nou Tétévi, en service au Cercle de Sokodé, est mis à la disposition du Chef du Service des Travaux Publics et des mines à Lomé.

L'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe Agbodan Jean, en service aux Travaux Publics, est mis à la disposition du Commandant du Cercle de Sokodé pour servir à la Subdivision des Travaux Publics du Nord.

Par décision N° 323 p. du :

28 juillet 1944. — Le commis-expéditionnaire adjoint de 4<sup>e</sup> classe du cadre spécial de l'A. O. F. Mensah Emmanuel, en service au Bureau des Finances à Lomé, est mis à la disposition du Commandant du Cercle du Centre pour servir à l'Agence spéciale à Atakpamé.

Le surnuméraire du cadre commun secondaire des Services Financiers de l'A. O. F. Savi de Tové Bruno, en service aux Contributions Directes à Lomé, est mis à la disposition du Commandant du Cercle d'Anécho pour servir à l'Agence spéciale.

Les intéressés rejoindront leur nouveau poste d'affectation le lundi 7 août 1944.

Par décision N° 329 p. du :

30 juillet 1944. — Le préposé de 2<sup>e</sup> classe des Douanes Ajayée Dominique Jean, en service à Lomé, est mis à la disposition du Commandant du Cercle de Mango, pour servir en qualité de Chef du poste des Douanes de cette localité, en remplacement de l'aide-commis-expéditionnaire auxiliaire Zanouplé Henri, révoqué.

Par décision N° 334 p. du :

3 août 1944. — Le commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe Davi Adolphe, en service à Anécho, est nommé Agent spécial, dépositaire comptable, surveillant-chef de la prison et secrétaire-trésorier de la S. I. P. à Mango, en remplacement du commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe Pindra François.

L'aide-commis-expéditionnaire auxiliaire Sowu Benjamin, en service au Bureau des Finances à Lomé, est mis à la disposition du Commandant du Cercle d'Anécho, en remplacement numérique du commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe Davi Adolphe, appelé à d'autres fonctions.

Par décision N° 335 p. du :

3 août 1944. — Sont affectés, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1944, à la Station forestière de Togblékové, en vue de suivre un stage de perfectionnement, l'assistant forestier surnuméraire, les gardes et surveillants des Eaux et Forêts dont les noms suivent :

Konan Kouassi Bernard, assistant forestier surnuméraire, en service à Atakpamé.

Abraham Amadou Moïse, garde forestier stagiaire, en service à Lomé.

Possian Antoine, garde forestier stagiaire, en service à Lomé.

de Souza Léon, garde forestier stagiaire, en service à Atakpamé.

Noviho Antoine, garde forestier stagiaire, en service à Sokodé.

Adama Paul, garde forestier stagiaire, en service à Sokodé.

Ayouba Assani, garde forestier stagiaire, en service à Sokodé.

Smith Léopold, garde forestier stagiaire, en service à Sokodé.

Anagonou Marcellin, garde forestier stagiaire, en service à Sokodé.

Acotouchou Boniface, garde forestier stagiaire, en service à Lama-Kara.

Talon Lucien, garde forestier stagiaire, en service à Lama-Kara.

Nouatin Pascal, garde forestier stagiaire, en service à Lama-Kara.

Dagnon Charles, garde forestier stagiaire, en service à Lama-Kara.

Folly Kouévi Jérôme, garde forestier stagiaire, en service à Bassari.

Agblami Gabriel, garde forestier stagiaire, en service à Bassari.

Whannou Daniel, garde forestier stagiaire, en service à Mango.

Dossou Florentin, garde forestier stagiaire, en service à Mango.

Alidjinou Novidé, surveillant auxiliaire, en service à Sokodé.

de Souza François, surveillant journalier, en service à Atakpamé.

Woolding Henri, surveillant journalier, en service à Palimé.

**Sanction disciplinaire**

Par décision N° 331 p. du :

1<sup>er</sup> août 1944. — Un blâme officiel avec inscription au dossier est infligé au médecin auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe Dévo Mensah Joseph, en service à Lomé, pour retard injustifié au retour d'une tournée.

**Suspensions de fonctions**

Par arrêté N° 394 p. du :

29 juillet 1944. — Sont abrogées pour compter de la date de la signature du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté n° 295/p. du 6 juin 1944 portant suspension de fonctions de l'institutrice stagiaire du cadre commun secondaire de l'A. O. F. Lawson Frida, précédemment en service à l'école régionale de Palimé.

Par arrêté N° 412 p. du :

7 août 1944. — Sont et demeurent rapportées les dispositions de l'arrêté n° 314/p. du 17 juin 1944 portant suspension de fonctions du garde-frontière de 3<sup>e</sup> classe Vikoun Robert, en service à la Brigade des Douanes à Lomé.

**Retraites**

Par arrêté N° 380 p. du :

26 juillet 1944. — L'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des Travaux Publics Etou Frantz, en service à Anécho, est admis, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1944, à faire valoir ses droits à la retraite pour invalidité.

Par arrêté N° 403 P. du :

3 août 1944. — Sont admis d'office à faire valoir leurs droits à la retraite, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1945 :

Nèves Julien, sergent garde-frontière 2<sup>e</sup> échelon ;  
 Klu Zacharia, sergent garde-frontière 2<sup>e</sup> échelon ;  
 Soglo Joseph, sergent garde-frontière 2<sup>e</sup> échelon ;  
 Ekpo Vincent, sergent garde-frontière 1<sup>er</sup> échelon ;  
 Pethos Dominique, sergent garde-frontière 1<sup>er</sup> échelon ;  
 Aridjaka Kéïta, caporal garde-frontière 2<sup>e</sup> échelon ;  
 Komla Sègla, caporal garde-frontière 2<sup>e</sup> échelon.

#### Agents auxiliaires

#### Nomination — Affectation

Par décision N° 333 P. du :

1<sup>er</sup> août 1944. — Le nommé Ahianor Emmanuel Geoffrey est engagé en qualité d'aide-inspecteur auxiliaire de police (Échelle 2 Echelon 1) pour compter du 1<sup>er</sup> août 1944.

Il est mis à la disposition du chef du Service de la Sûreté.

#### Révocation

Par décision N° 324 P. du :

28 juillet 1944. — L'aide-commis-expéditionnaire auxiliaire (Echelle 2 — Echelon 5) Zanoüplé Henri, en service à Mango, est révoqué pour compter du 25 juillet 1944, date à laquelle il a été placé sous mandat de dépôt pour détournement au préjudice de l'administration des douanes.

## DIVERS

#### Allocations

Par arrêté N° 415 F. du :

7 août 1944. — Sont accordées les allocations ci-après aux veuves et orphelins de l'ex-chef de station de 2<sup>e</sup> classe des C. F. T. Febon Thomas, décédé à Lomé le 25 décembre 1943.

1<sup>o</sup> — Allocations de veuve au taux annuel de Quatre cent soixante deux francs (462 frs.) à chacune des veuves ci-dessous :

Suzanne Mariatou Ablavi et Confort Adjoko (Veuves Febon Thomas), avec jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1944.

2<sup>o</sup> — Allocations au taux annuel de Cent quatre vingt cinq francs (185 frs.) à chacun des orphelins ci-dessous désignés :

a) avec jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1944

Calixte Kowovi Febon, né à Lomé, le 4 février 1937, enfant légitime de Febon Thomas et sa femme Suzanne Mariatou Ablavi.

Benoît Sourou Febon, né à Lomé, le 26 octobre 1940, fils légitime de Febon Thomas et sa femme Confort Adjoko.

b) avec jouissance du 1<sup>er</sup> juin 1944

Frieda Abimba Febon, née à Lomé, le 1<sup>er</sup> juin 1944, fille légitime de feu Febon Thomas et sa femme Suzanne Mariatou Ablavi.

Conformément à l'article 13 paragraphes 5 et 6 de l'arrêté du 17 décembre 1937, les allocations aux orphelins sont reversibles sur tous les ayants-droit.

La dépense résultant du paiement de ces allocations est imputable au Budget des Transports de l'A. O. F. qui supportait la solde du de cujus.

Par arrêté N° 416 F. du :

7 août 1944. — Sont accordées les allocations ci-après aux veuves et orphelins de l'ex-maître-ouvrier des Travaux Publics Améganvi Kouévi William, décédé à Sokodé le 18 mai 1942 :

1<sup>o</sup> — Allocations de veuve au taux annuel de Sept cent douze francs (712 frs.) à chacune des veuves ci-dessous désignées :

Tchotcho (Veuve Améganvi William) née vers 1903, demeurant à Sokodé,

Godagbé (Veuve Améganvi) née vers 1888, demeurant à Sokodé.

2<sup>o</sup> — Allocations au taux annuel de Quatre vingt neuf francs (89 frs.) à chacun des orphelins ci-après :

Améganvi Thérèse Tchotchovi, née à Sokodé le 18 mai 1931 ;

Améganvi Ayité Grégoire, né à Sokodé le 17 décembre 1933 ;

Améganvi Ayayi Etienne, né à Sokodé le 13 décembre 1930 ;

Améganvi Messanvi, né à Sokodé le 24 juin 1939, enfants légitimes de la femme Tchotcho.

3<sup>o</sup> — Allocations au taux annuel de Cent dix-huit francs (118 frs.) à chacun des orphelins :

Améganvi Messan Lucien, né à Sokodé le 8 janvier 1931 ;

Améganvi Ayokovi Cécile, née à Sokodé le 25 juin 1934 ;

Améganvi Ayikoué Jules, né à Sokodé le 11 avril 1940, enfants légitimes de la femme Miya.

4<sup>o</sup> — Allocations au taux annuel de Trois cent cinquante six francs (356 frs.) à Améganvi Ayité Raphaël, né à Sokodé le 4 décembre 1932, enfant légitime de la femme Azara.

5<sup>o</sup> — Allocations au taux annuel de Trois cent cinquante six francs (356 frs.) à l'orphelin :

Améganvi Koudjéga Alfred, né à Sokodé le 28 avril 1935, enfant légitime de la femme Tèssi.

Conformément à l'article 13 paragraphes 5 et 6 de l'arrêté du 17 décembre 1937, les allocations attribuées aux orphelins sont reversibles sur tous les ayants-droit d'un même groupe.

La dépense résultant du paiement de ces allocations est imputable au Budget Local du Togo.

La date de jouissance des allocations ci-dessus est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 1943.

**Associations**

Par arrêté N° 387 APA. du :

28 juillet 1944. — Est autorisée dans le Territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « La Congrégation des Enfants de Marie d'Anécho » dont le siège est fixé à Anécho (Togo).

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Par arrêté N° 388 APA. du :

28 juillet 1944. — Est autorisée dans le Territoire du Togo la constitution d'une association dénommée « Obani Bo Asiri » dont le siège est fixé à Lomé.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

**Chambre de commerce**

Par arrêté N° 361 APA. du :

15 juillet 1944. — M. Conus (Albert), Agent fondé de pouvoirs de la Société Commerciale de l'Ouest Africain, est nommé membre titulaire citoyen français de la Chambre de Commerce du Territoire du Togo, en remplacement de M. Trosselly, démissionnaire.

*Approbation du Gouverneur général Haut-Commissaire, notifiée par câblogramme n° 245 SEC./7 du 27 juillet 1944.*

**Commandement indigène**

Par arrêté N° 409 APA. du :

5 août 1944. — Le nommé Niakotan est révoqué de ses fonctions de chef du canton de Cambolé.

Le nommé Djibiril, chef du village de Koussounti, est nommé chef du canton de Cambolé, en remplacement de Niakotan.

Par arrêté N° 418 APA. du :

8 août 1944. — Le nommé Kpogo Fetché est relevé de ses fonctions de chef du canton de Gapé (Subdivision de Tsévié), pour incapacité professionnelle.

Le nommé Egbevado Azi est nommé chef du canton de Gapé, en remplacement de Kpogo Fetché.

Par décision N° 339 APA. du :

7 août 1944. — Sont nommés à l'emploi de secrétaires de chefs de canton dans la Subdivision de Sokodé :

1° — Koura, pour le canton de Bafilo;

2° — Tchao Christien Afohen, pour les villages d'émigration;

3° — Raime, pour le canton de Tchamba.

Les secrétaires de cantons désignés ci-dessus auront droit à un traitement mensuel de trois cents frs.

**Débet**

Par arrêté N° 396 F. du :

29 juillet 1944. — L'arrêté N° 190/F. du 27 mai 1943 est modifié comme suit :

Le débet de M. Sors Henri, commis de 1<sup>re</sup> classe des Services Civils des Colonies, ex-Agent Spécial du Cercle d'Anécho, est porté à la somme de trente sept mille quarante neuf francs soixante centimes, se décomposant comme suit :

Déficit de caisse . . . . .	35.094,60
Augmentation pour perte de documents comptables, savoir :	
Facture N° 2594 de . . . . .	100,—
Etat de paiement N° 5343 de . . . . .	527,—
Mandat de paiement N° 6481 de . . . . .	500,—
Etat de paiement N° 470 de . . . . .	78,—
Ordre de paiement N° 739 de . . . . .	750,— 1.955,—
Total . . . . .	37.049,60

**Enseignement****Ecoles du Gouverneur général de l'A. O. F.**

Par arrêtés ou décisions du Gouverneur général de l'A. O. F. des :

21 juillet 1944. — Les élèves de l'Ecole de Médecine de l'A. O. F. dont les noms suivent, ont obtenu le diplôme de fin d'études :

**1<sup>o</sup> Section Médecine**

Mention bien :

- 2. — Kpotsra Gerson;
- 7. — Mikem Pierre;

Mention assez bien :

- 26. — Aziablé Andréas;

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. du :

3 août 1944. — Sont déclarés admis à l'école William Ponty, à l'école normale Frédéric Assomption et à l'école normale d'instituteurs de Dabou les élèves dont les noms suivent :

N° d'Ordre	Classement	Noms	Colonies
<b>1<sup>o</sup> Ecole William Ponty</b>			
<b>a) Section Médecine</b>			
6	8	Kekeh Albert	Togo
<b>c) Section Enseignement</b>			
6	88	Tinankpa Babelène	Togo
15	80	Francis Paul	Togo
<b>2<sup>o</sup> Ecole Normale Frédéric Assomption</b>			
<b>a) Section Agriculture</b>			
9	166	Sitti Gratien	Togo
<b>b) Section Eaux et Forêts</b>			
4	124	Attiogbé Emmanuel	Togo



**3° Ecole Normale d'Instituteurs de Dabou**

14	137	Lawson Daniel	Togo
15	141	Placa Joseph	Togo
23	156	Lawson Gabriel	Togo

**Pensions**

Par arrêté N° 414 F. du :

7 août 1944. — Sont accordées les pensions ci-après aux gardes de cercle dont les noms suivent admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

1° — Pension pour ancienneté de service au taux annuel de mille quatre cents francs (1.080 frs.) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944 au brigadier-chef de 1<sup>re</sup> classe Kouma, Mle 1085, né vers 1898 à Défalé (Cercle de Sokodé) Togo.

2° — Pension proportionnelle au taux annuel de six cent soixante trois francs (663 frs.) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1944 au garde de 2<sup>e</sup> classe Badjoussem Solouba, Mle 658, né vers 1902 à Niamtougou-Baga (Cercle de Sokodé) Togo.

La dépense résultant du paiement de ces pensions de retraite est imputable au budget local du Togo.

**Subvention**

Par décision N° 321 F. du :

26 juillet 1944. — Une subvention de deux cent cinquante mille francs (250.000 frs.) est accordée à la Commune-Mixte de Lomé pour lui permettre de faire face à une insuffisance des ressources constatée au titre du Budget Communal de l'exercice 1944.

La dépense est imputable au chapitre 15 — article 5 — paragraphe 1 (Dotation) du Budget Local, Exercice 1944.

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS ET COMMUNICATIONS****Concours****pour l'emploi de commis des P. T. T. du Togo**

Un concours pour l'entrée dans le cadre local des Commis des P. T. T. du Togo aura lieu à Lomé les 2 et 3 novembre 1944.

Le nombre de places mises au concours est fixé à six.

Nul ne peut être admis à prendre part à ce concours s'il ne réunit les conditions suivantes :

1° — Etre Français (Citoyen, sujet ou administré) ;  
2° — Etre âgé de 16 ans au moins et de 30 ans au plus, (limite susceptible d'être portée jusqu'à 35 ans en tenant compte des services auxiliaires validables ou des services militaires) ;

3° — Les citoyens et les sujets français qui ont atteint ou dépassé l'âge de la conscription devront avoir satisfait aux obligations de la loi sur le recrutement de l'Armée ;

4° — N'être pas ancien agent de l'Administration révoqué, licencié ou démissionnaire, sauf lorsque le

licenciement a été prononcé pour nécessités budgétaires ou raisons de santé ;

5° — Etre au moins titulaire du Certificat de Fin d'Etudes primaires élémentaires ;

Les demandes d'inscription accompagnées du dossier réglementaire comprenant :

1° — Extrait de l'acte de naissance légalisé ou toute autre pièce en tenant lieu ;

2° — Un certificat de bonnes vie et mœurs ;

3° — Un extrait du casier judiciaire ;

Ces deux dernières pièces doivent avoir moins de trois mois de date ;

4° — Un état des services militaires ou un certificat du Commandant de Cercle du lieu de résidence indiquant la situation du candidat au point de vue militaire ;

5° — Le certificat de bonne conduite délivré par l'Autorité militaire pour les candidats ayant accompli leur service militaire ;

6° — Un certificat médical de visite et de contre-visite attestant qu'il est apte physiquement à l'emploi qu'il sollicite et qu'il n'est atteint d'aucune affection tuberculeuse ;

7° — Une copie certifiée conforme du diplôme ou une attestation du Chef du Service de l'Enseignement intéressé en tenant lieu ;

8° — Une carte d'identité avec photographie ; doivent parvenir au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) à Lomé avant le 1<sup>er</sup> octobre 1944.

Le concours comporte les épreuves suivantes :

**A — Epreuves obligatoires :**

1° — Dictée (servant en même temps d'épreuve d'écriture) — Durée : 1 heure ;

2° — Composition française portant sur un sujet de la vie courante — Durée : 2 heures ;

3° — Calcul (Epreuve consistant dans la résolution d'un problème d'arithmétique ou de système métrique et d'un problème de géométrie — Durée : 1 heure 30 ;

4° — Géographie du Togo et de l'A. O. F. (Voies de communication par Chemin de Fer, lignes postales de navigation — Principales lignes télégraphiques) — Durée : 1 heure ;

5° — Dessin — (Réproduction d'un état imprimé) — Durée : 1 heure.

**B — Epreuves facultatives**

1° — Connaissances professionnelles pratiques :

1 question sur le service postal,  
1 question sur le service télégraphique, } Durée : 3 h.  
1 question sur le service téléphonique. }

2° — Connaissances pratiques (3 questions) — durée : 10 minutes.

**COTE FRANÇAISE DES SOMALIS**

ARRETE N° 259 du 6 mai 1944.

LE GOUVERNEUR DE LA CÔTE FRANÇAISE DES SOMALIS,

Vu l'ordonnance organique du 18 septembre 1844, rendue applicable à la colonie par décret du 18 juin 1884 ;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale ;

Vu le décret du 28 février 1944, prescrivant un reversement partiel des sommes prélevées en Côte française des Somalis sur les avoirs en billets de la Banque de l'Indochine et sur les dépôts en banque lors des opérations monétaires de janvier et février 1943 ;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Toute personne, physique ou morale, ayant subi les prélèvements de 20 % ou de 50 % prévus par l'arrêté local n° 149 du 18 février 1943 sur les avoirs en billets de la Banque de l'Indochine et sur les dépôts en banque, devra — pour bénéficier du reversement partiel de 13 % prescrit par le décret précité du 28 février 1944 — remplir la formule de demande (dont modèle ci-annexé) mise à la disposition par la Banque de l'Indochine et la déposer entre les mains du Directeur de cet établissement avant le 28 février 1945.

Le Directeur de la Banque de l'Indochine disposera d'un délai franc d'un mois pour l'examen de cette demande qu'il devra ensuite soumettre avec son avis motivé au délégué de la Caisse centrale de la France d'outre-mer à Djibouti, chargé par délégation du Gouverneur d'autoriser le reversement.

Les demandes de l'espèce seront établies directement par la Banque de l'Indochine en ce qui concerne ceux de ses clients actuellement titulaires d'un compte de dépôts pour lesquelles elle pourrait apporter la preuve des prélèvements donnant droit à reversement.

ART. 2. — Aucun reversement ne sera effectué sur la tranche de 5.000 francs qui, aux termes de l'article 3, 1<sup>o</sup>, c), de l'arrêté précité du 18 février 1943, a été exclue de tout prélèvement et remboursée au pair.

ART. 3. — Il ne sera pas reversé des sommes inférieures à 100 francs.

ART. 4. — Les transferts sur l'étranger ou sur les pays ci-après : Afrique occidentale française, Maroc, Algérie, Tunisie, Syrie et Liban, effectués entre le 18 février 1943 et le 9 février 1944, seront déduits de la somme sur laquelle le reversement de 13 % devra se calculer.

Toutefois, ne seront pas déduits les transferts qui auront été faits pour payer les marchandises ou denrées importées en Côte française des Somalis ou pour payer des frais de voyage, de déplacement, de séjour et de mission.

ART. 5. — Les reversements qui correspondent à des dépôts faits par les militaires seront effectués globalement, dans un délai de trois mois à dater du présent arrêté, sur états justificatifs détaillés, des mains d'un officier désigné par le Commandant supérieur et qui sera chargé de faire parvenir aux intéressés les sommes leur revenant. Les acquits des parties prenantes devront être rapportés par cet officier dans un délai maximum de six mois.

ART. 6. — Les services administratifs locaux seront également chargés de faire parvenir, dans le même délai de trois mois, par la voie administrative, aux fonctionnaires et agents qui ont quitté la colonie, les sommes leur revenant à charge de rapporter dans un délai égal preuve du paiement.

ART. 7. — En ce qui concerne les bénéficiaires qui, en vue du recensement de leurs avoirs en billets en janvier 1943, ont effectué des versements à la Banque de l'Indochine ou dans les caisses publiques sans que leur identité ait été complètement établie et puisse être aujourd'hui vérifiée, les reversements seront accordés sur production d'une attestation sur papier timbré du modèle ci-annexé, avalisée par deux notables connus se portant garants pécuniairement du bien fondé de la demande de reversement.

ART. 8. — Les réclamations et les litiges seront tranchés par le Gouverneur après avis d'une Commission composée comme suit :

*Président :*

M. Pichon, Chef du Service des Domaines.

*Membres :*

M. Gaillardon, Chef du Service du Ravitaillement général;

Le Président de la Commission consultative du commerce ou son délégué.

Cette Commission statuera dans les quinze jours sur les affaires qui lui seront soumises.

ART. 9. — Les opérations de reversement devront être terminées au plus tard le 30 avril 1945.

ART. 10. — Le présent arrêté sera communiqué et publié partout où besoin sera et inséré au *Journal officiel*.

Djibouti, le 6 mai 1944.

R. SALLER.

## Côte française des Somalis

## ANNEXE N° 1 A L'ARRETE DU 6 MAI 1944

*Application du décret du 28 février 1944*

## DEMANDE

de remboursement sur les prélèvements effectués en application de l'arrêté n° 149 du 18 février 1944 (à présenter à la Banque de l'Indochine)

Nom . . . . .  
Prénoms . . . . .  
Domicile . . . . .  
Montant des sommes sur lesquelles des prélèvements ont été effectués (déduction faite de la tranche de 5.000 francs remboursée au pair) . . . . .  
Transfert à déduire (art. 4 de l'arrêté local du 6 mai 1944) . . . . .  
Lieu où le versement a été effectué . . . . .  
Numéro du compte à la Banque de l'Indochine . . . . .  
Montant du remboursement demandé . . . . .

Le soussigné certifie sincères et véritables toutes les indications portées sur la présente demande.

Djibouti, le . . . . . 194 . . .

*Signature,*

## Côte française des Somalis

## ANNEXE N° 2 A L'ARRETE DU 6 MAI 1944

Application du décret du 28 février 1944

## ATTESTATION

prévues par l'article 7 de l'arrêté local du 6 mai 1944  
(à joindre éventuellement à la demande  
de remboursement)

Le soussigné: (nom et prénoms) . . . . .  
demeurant à: (adresse complète) . . . . .  
atteste que le versement de la somme de: . . . . .  
effectué le: . . . . ., à: (lieu de versement) . . . . .  
a été fait par ses soins en exécution de l'arrêté n° 77  
du 24 janvier 1943, qu'il s'agit d'une somme lui  
appartenant et qu'il a droit de ce fait au reversement  
de 13 % (treize pour cent) prévu par le décret du  
18 février 1944.

Fait à . . . . . 194 . . . . .

Signature,

(1) Nous soussignés (noms, qualité et domicile des  
signataires) . . . . .  
nous portons personnellement et pécuniairement res-  
ponsables de l'exactitude des déclarations de M. . . . .  
jusqu'à concurrence de la somme à lui reverser.

LU ET APPROUVÉ (2)

(signature)

LU ET APPROUVÉ (2)

(signature)

(1) Cette formule doit être inscrite à la suite des  
déclarations.

(2) Cette mention doit être écrite de la main du  
déclarant.

## Avis au Commerce

Le Commerce est informé que les dispositions de  
l'arrêté 3.680 SE. du 16 octobre 1943 publié au Journal  
Officiel du 31 octobre 1943, concernant l'exportation  
des peaux de chèvres et moutons tannées ou non  
seront appliquées à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1944.

En conséquence à partir de la date précitée, les  
autorisations d'exportation pour ces produits ne seront  
délivrées qu'aux commerçants ayant des antériorités.

## DOMAINES

## Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister  
ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un  
pouvoir régulier

Le Mardi 5 Septembre 1944 à 8 heures du matin,  
il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeu-  
ble situé à Sokodé, cercle de Sokodé, consistant en  
un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un poly-  
gone irrégulier à usage de terrain de culture d'une  
contenance de 1 ha 90 a 48 ca et borné à l'Est par  
la rivière Akpaka, au Sud par la rivière Kpandi, à  
l'Ouest par la route de Blitta à Bassari, au Nord par

la route de la résidence de Sokodé vers Dédauré, dont  
l'immatriculation a été demandée par le sieur Yacou-  
bou Soulé, acheteur de produits demeurant à Sokodé,  
agissant en son nom et pour son compte personnel en  
qualité de propriétaire suivant réquisition du 18 Mai  
1943, n° 1253.

Le Mercredi 6 Septembre 1944 à 9 heures du matin,  
il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeu-  
ble situé à Yadé, cercle de Sokodé, consistant en un  
terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier  
d'une contenance de 1 ha 62 a 59 ca et borné au Nord  
par terrains à Bachabané, Agawo et Akpém, à l'Est  
par la route Lama-Kara vers Tchitchao, au Sud par  
terrains à Bachabané, Pézéwa et Palassino et à l'Ouest  
par terrains à Yoma, Tchakada, Tchablimé et Kibiyi,  
dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur-  
Contrôleur de l'Enregistrement et des Domaines, de-  
meurant à Lomé, agissant comme représentant du  
Territoire du Togo suivant réquisition du 12 Mars  
1943, n° 1242.

Le conservateur de la propriété foncière p. i.,  
R. de GUISE.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à LOMÉ

## VENTE

sur saisie-immobilière

Il sera procédé le Mercredi quatre Octobre mil neuf  
cent quarante quatre, à huit heures du matin, en l'au-  
dience des vacations du Tribunal de Première In-  
stance de LOME, séant en ladite ville, Palais de Jus-  
tice, à l'adjudication au plus offrant et dernier endhé-  
risseur d'un

## IMMEUBLE RURAL NON BATI

siè à LOME, immatriculé au Livre Foncier du Terri-  
toire du Togo sous le numéro Deux cent quatre vingt  
cinq, consistant en un terrain rural non bâti, en forme  
de polygone irrégulier, d'une superficie de Deux hec-  
tares soixante sept ares vingt six centiares, limité au  
Nord, à l'Est, au Sud et à l'Ouest par le Titre Fon-  
cier numéro Trente-et-un à Henri Mensah de SOUZA.

Cet immeuble a été saisi à la requête des ETABLIS-  
SEMENTS R. EYCHENNE, Société anonyme, au  
capital de 3.500.000 francs, dont le siège social est  
à LOME (Togo), poursuites et diligences de M. Jac-  
ques ZELE, son Agent fondé de pouvoirs pour le  
Togo, et ayant pour avocat-défenseur Me Raymond  
VIALE, en l'étude duquel domicile est élu;

Sur le sieur Joseph D. COMLANVIE, acheteur de  
produits, demeurant et domicilié à CHRA (Cercle  
d'ATAKPAME), en vertu:

1<sup>o</sup> — de la grosse en due forme exécutoire d'un  
jugement en date du vingt-six novembre mil neuf cent  
quarante trois, rendu par le Tribunal de Première  
Instance de LOME, enregistré;

2° — d'une ordonnance mise à pied de requête en date à LOME du cinq Juin mil neuf cent quarante quatre, rendue par M. le Président du Tribunal de Première Instance de LOME, enregistrée le sept Juin mil neuf cent quarante quatre, F° 20, N° 480, permettant de saisir l'immeuble objet du Titre Foncier numéro Deux cent quatre vingt cinq du Territoire du Togo, en exécution du jugement en date du vingt-six Novembre mil neuf cent quarante trois, rendu par le Tribunal de Première Instance de LOME;

3° — d'un certificat de non appel et de non opposition concernant le jugement sus-mentionné, délivré le vingt-et-un Juin mil neuf cent quarante quatre par M. le Greffier en Chef du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de LOME, enregistré à LOME, le vingt-deux Juin mil neuf cent quarante quatre, F° 21, N° 502;

4° — d'un pouvoir spécial sous seing privé, en date du six Juin mil neuf cent quarante quatre, enregistré à LOME, le seize Juin mil neuf cent quarante quatre, F° 61, N° 116;

5° — d'un commandement valant saisie-immobilière, du ministère de M. TERRAC Jean, Huissier ad'hoc,

demeurant et domicilié à ATAKPAME, en date du treize Juillet mil neuf cent quarante quatre, visé le même jour par M. le Commandant de Cercle d'ATAKPAME, et le dix-sept Juillet mil neuf cent quarante quatre par M. le Conservateur de la Propriété Foncière, pour publication régulière, enregistré le même jour, folio 11, numéro 29.

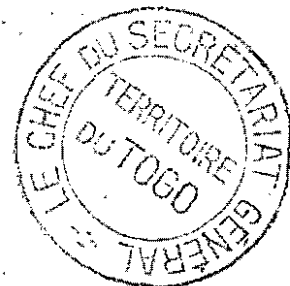
L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de *VINGT MILLE FRANCS* fixée par la créancière pour-suivante.

Ne seront admises aux enchères que les personnes munies de l'autorisation d'acheter prévue par le décret du 8 Août 1941.

*Fait et rédigé par l'Avocat-défenseur soussigné,*

R. VIALE.

— Pour tous renseignements, s'adresser à M<sup>e</sup> Raymond VIALE, avocat-défenseur à LOMÉ, et au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOME, où le cahier des Charges a été déposé.



2° — d'une ordonnance mise à pied de requête en date à LOME du cinq Juin mil neuf cent quarante quatre, rendue par M. le Président du Tribunal de Première Instance de LOME, enregistrée le sept Juin mil neuf cent quarante quatre, F° 20, N° 480, permettant de saisir l'immeuble objet du Titre Foncier numéro Deux cent quatre vingt cinq du Territoire du Togo, en exécution du jugement en date du vingt-six Novembre mil neuf cent quarante trois, rendu par le Tribunal de Première Instance de LOME;

3° — d'un certificat de non appel et de non opposition concernant le jugement sus-mentionné, délivré le vingt-et-un Juin mil neuf cent quarante quatre par M. le Greffier en Chef du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de LOME, enregistré à LOME, le vingt-deux Juin mil neuf cent quarante quatre, F° 21, N° 502;

4° — d'un pouvoir spécial sous seing privé, en date du six Juin mil neuf cent quarante quatre, enregistré à LOME, le seize Juin mil neuf cent quarante quatre, F° 61, N° 116;

5° — d'un commandement valant saisie-immobilière, du ministère de M. TERRAC Jean, Huissier ad'hoc,

demeurant et domicilié à ATAKPAME, en date du treize Juillet mil neuf cent quarante quatre, visé le même jour par M. le Commandant de Cercle d'ATAKPAME, et le dix-sept Juillet mil neuf cent quarante quatre par M. le Conservateur de la Propriété Foncière, pour publication régulière, enregistré le même jour, folio 11, numéro 29.

L'adjudication aura lieu sur la mise à prix de *VINGT MILLE FRANCS* fixée par la créancière pour-suivante.

Ne seront admises aux enchères que les personnes munies de l'autorisation d'acheter prévue par le décret du 8 Août 1941.

*Fait et rédigé par l'Avocat-défenseur soussigné,*

R. VIALE.

✓ Pour tous renseignements, s'adresser à M<sup>e</sup> Raymond VIALE, avocat-défenseur à LOMÉ, et au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOMÉ, où le cahier des Charges a été déposé.

